

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Direction Régionale de l'Industrie
de la Recherche et de l'Environnement du Centre

St Cyr en Val, le 6 janvier 2009

Groupe de subdivisions du Loiret

Michel VUILLOT
Directeur

Vérifiée par :

Gidic : RAPAUTO

INSTALLATIONS CLASSEES

Société LEGUAY EMBALLAGES

Commune de FLEURY LES AUBRAIS

Arrêté préfectoral d'autorisation

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Par lettre en date du 24 avril 2008, Monsieur Philippe RAVOIR, agissant en qualité de directeur général de la société LEGUAY EMBALLAGES, dont le siège social est actuellement situé 6 rue de Joie à Fleury-les-Aubrais sollicite l'autorisation d'exploiter un établissement de fabrication de conditionnement en carton et plus spécifiquement d'étuis pliants pour les laboratoires pharmaceutiques dans son usine située à Fleury-les-Aubrais, section AD-parcelles n° 42 à 44, 47, 48, 57 à 59, 392, 545, 561, 564, 565, 658, 660, 662, 835 et 836 dans le cadre de la régularisation de ses activités.

A cet effet, un dossier auquel ont été annexées notamment une étude d'impact et une étude de dangers, a été déposé le 6 mai 2008 et reconnu formellement recevable par le service d'inspection le 21 mai 2008.

1. OBJET DE LA DEMANDE

1.1. Nature et volume des activités

Rubrique	Alinéa	Libellé de la rubrique	Volume autorisé	Régime
2445	1	Transformation du papier, carton. La capacité de production est supérieure à 20 t/j.	Q = 25 t/j	A
1530	2	Dépôts de bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues. La quantité stockée est supérieure à 1000 m ³ mais inférieure ou égale à 20000 m ³ .	V = 4 100 m ³	D
2450	2-b	Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles etc. utilisant une forme imprimante. Héliogravure, flexographie et opérations connexes aux procédés d'impression quels qu'ils soient comme la fabrication de complexes par contrecollage ou le vernissage si la quantité totale de produits consommée pour revêtir le support est	Q = 60 kg/j	D

		supérieure à 50 kg/j mais inférieure ou égale à 200 kg/j.		
2920	2-b	Installations de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10^5 Pa, comprimant ou utilisant des fluides ininflammables et non toxiques. La puissance absorbée est supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW.	P = 252 kW	D
2925		Atelier de charge d'accumulateurs. La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération est supérieure à 50 kW.	P = 94 kW	D
2940	2-b	Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc.. sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile, ...) à l'exclusion: - des activités de traitement ou d'emploi de goudrons, d'asphalte, de brais et de matières bitumineuses, couvertes par la rubrique 1521; - des activités couvertes par les rubriques 2445 et 2450 ; - des activités de revêtement sur véhicules et engins à moteurs couvertes par la rubrique 2930; ou de toute autre activité couverte explicitement par une autre rubrique. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le trempé (pulvérisation, enduction...). Si la quantité maximale de produits susceptibles d'être mise en œuvre est supérieure à 10 kg/j, mais inférieure ou égale à 100 kg/j.	Q = 22,5 kg/j	DC
2950	1-b	Traitement et développement des surfaces photosensibles à base argentique (radiographie médicale, arts graphiques, photographie, cinéma), la surface annuelle traitée est supérieure à 2 000 m ² , mais inférieure ou égale à 20 000 m ² .	S = 15 000 m ²	DC
1412		Stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés, à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature.	Q = 195 kg	NC
1432		Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables.	CET = 8,3 m ³	NC
2450	3	Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles etc. utilisant une forme imprimante. Autres procédés, y compris les techniques offset utilisant des rotatives à séchage thermique.	Q = 5,5 kg/j	NC
2910	A	Installation de combustion.	P = 1,25 MW	NC

A : autorisation, D : déclaration, DC : soumis au contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du code de l'environnement, NC : installations et équipement non-classable

1.2. Description de l'établissement et historique administratif

La société LEGUAY EMBALLAGES est spécialisée dans la production de conditionnement en carton, et plus spécifiquement d'étuis pliants pour les laboratoires pharmaceutiques.

Elle est implantée à Fleury les Aubrais depuis 1950, emploie 95 personnes et occupe une superficie de 1,75 ha.

En 2007, le chiffre d'affaires de cette société s'est élevé à 13,8 millions d'euros. La capacité de production journalière représente 2 à 2,5 millions d'étuis.

Les activités exercées jusqu'à ce jour par la société LEGUAY EMBALLAGES France ont fait l'objet d'un récépissé de déclaration en date du 8 janvier 1998.

1.3. Présentation de la demande

L'usine s'étend sur une superficie de 1,75 ha dont 9 000 m² sont couverts par les bâtiments. La hauteur des bâtiments varie entre 3 et 11 m.

La société LEGUAY EMBALLAGES est installée sur la commune de Fleury les Aubrais en zone Ula du plan d'occupation des sols. Elle est située en dehors de toute ZNIEFF.

Les différentes étapes de fabrication sont les suivantes :

- le fractionnement des bobines de carton selon un format déterminé,
- la réalisation du tracé unitaire et de l'imposition du tracé,
- l'impression des étuis,
- la découpe,
- le collage.

1.4. Cadre administratif de l'instruction

La société LEGUAY EMBALLAGES a sollicité l'autorisation d'augmenter sa capacité de transformation de papier, carton (25 t/j), ce qui constitue une modification notable des activités exercées par l'établissement, ce qui a conduit le directeur de la société **LEGUAY EMBALLAGES à déposer un dossier concernant l'extension des activités exercées dans son établissement.**

Le dossier a fait l'objet des enquêtes publique et administrative prévues aux articles R.512-14 à R.512-17 et R.512-19 à R.512-21 du Code de l'environnement.

2. PROCEDURE D'INSTRUCTION

2.1. Enquête publique

L'enquête publique s'est déroulée du 8 septembre 2008 au 8 octobre 2008 inclus, sur le territoire des communes de Fleury les Aubrais et Orléans.

Plusieurs observations ont été formulées sur le registre de la ville de Fleury les Aubrais. Ces observations sont relatives :

- aux autorisations accordées à la société pour la réalisation de travaux,
- aux odeurs émises en été, en absence de vent, par la société,
- aux dispositions incendie présentes sur le site,
- au bruit émis par la société.

Dans son mémoire en réponse du 3 novembre 2008, l'industriel précise :

- que l'extension de l'ensemble atelier-vestiaires-sanitaires a été autorisée par permis du 5 juin 2001,
- que les activités exercées ne dégagent aucune odeur spécifique,
- que les flux thermiques n'atteignent pas les riverains,
- que les dernières mesures de niveaux sonores ont été réalisées le 10 septembre 2008. Les résultats obtenus sont conformes aux normes en vigueur.

2.2. Avis du commissaire enquêteur

Le commissaire enquêteur, après avoir considéré que le projet présenté :

- ne provoque que peu de nuisances sonores ou olfactives par l'opération des équipements existants ou la mise en œuvre des produits répertoriés,
- ne provoque pas en exploitation normale de pollution aqueuse supplémentaire par ses rejets,

- est implanté dans la zone d'activité Dessaulx de Fleury les Aubrais où ce type d'activité est autorisé, en limite néanmoins de 5 habitations existantes,
- engendre un trafic poids lourds compatible (1,5 par jour) avec celui de la zone,

émet un avis favorable au projet présenté par la société LEGUAY EMBALLAGES en vue de régulariser les activités de son établissement.

2.3. Avis des conseils municipaux

Le conseil municipal d'Orléans a, par délibération du 26 septembre 2008, émis un avis favorable à la régularisation administrative de la société sous réserve que la convention de rejets au réseau d'assainissement soit modifiée pour tenir compte de l'augmentation des activités.

2.4. Avis des services consultés

- Le service départemental de l'architecture et du patrimoine du Loiret a, par courrier du 6 août 2008, émis un avis favorable.
- La direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle a, par courrier du 17 juillet 2008, émis un avis favorable.
- La direction régionale de l'archéologie indique, dans son courrier du 22 juillet 2008, que le dossier ne donnera pas lieu à des prescriptions archéologiques.
- La direction départementale de l'équipement et la direction départementale de l'agriculture et de la forêt ont, par courrier du 19 août 2008, émis un avis favorable.
- La direction de l'environnement a, par courrier du 11 août 2008, émis un avis favorable sous réserve de la prise en compte des observations suivantes :

« Autorisation donnée par la collectivité :

L'ensemble des eaux usées est dirigé vers le réseau communal.

Pour ce qui concerne les eaux usées industrielles, le dossier indique qu'une convention de déversement a été établie avec la communauté de l'Agglomération Orléanaise.

Or, tout déversement d'eaux usées, autres que domestiques, dans le réseau public d'assainissement doit faire l'objet d'une autorisation préalable au rejet donnée par la collectivité à laquelle appartient le réseau, en application de l'article L.1331-10 du code de la santé publique modifié par la loi sur l'eau du 30 décembre 2006. Cette autorisation fixe les caractéristiques que doivent présenter ces eaux usées pour être reçues.

Un arrêté d'autorisation délivré par l'Etat au titre de la législation des installations classées ne dispense pas de l'obtention de l'autorisation de raccordement au réseau public, délivrée par la collectivité gestionnaire au titre du code de la santé publique.

Les conséquences de l'absence de l'autorisation au titre de l'article L.1331-10 du code de la santé publique

D'une part, l'article 46 de la loi du 30 décembre 2006 indique :

« est puni de 10 000 euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visées à l'article L.1331-10 (article L.1337-2 du code de la santé publique ».

D'autre part, la jurisprudence conduit à condamner, en cas de plainte pour pollution des eaux, l'ICPE et la collectivité propriétaire du réseau d'eaux usées, si le partage des responsabilités et des contrôles techniques sur la qualité des effluents rejetés par l'ICPE n'a pas clairement été établi. En pratique, ce partage des responsabilités peut être concrétisé au moyen de l'autorisation visée à l'article L.1331-10 du code de la santé publique, complétée autant que possible par une convention de raccordement.

En effet, le jugement du tribunal administratif de Nantes en date du 16 juin 2006 stipule qu'en cas de pollution des eaux due à des manquements à la fois de l'exploitant de la STEP, des industriels raccordés et de la collectivité maître d'ouvrage, la responsabilité est partagée. »

Par transmission électronique du 9 septembre 2008, l'exploitant a indiqué :

- qu'il a reçu le 14 novembre 1996 un exemplaire du règlement d'assainissement de la ville d'Orléans précisant les conditions d'admission des rejets et les caractéristiques de la station d'épuration de la Chapelle Saint Mesmin,
- que la convention de la société LEGUAY EMBALLAGES (ref. ASS 98 n°300 CR/SM) validée le 20 juillet 1998 mentionne bien l'autorisation accordée à la société de rejeter ses effluents dans le réseau et en précise les conditions.

Suite à ces compléments, la direction régionale de l'environnement a, par transmission électronique du 10 septembre 2008, indiqué qu'elle n'avait pas de réserves à la demande d'autorisation déposée par la société LEGUAY EMBALLAGES.

- La direction départementale des affaires sanitaires et sociales a, par lettre du 22 juillet 2008, formulé les observations suivantes :

« 1. Bruit

Les mesures de bruit utilisées dans le dossier datent de 2002. Elles montrent une émergence non réglementaire au niveau du point B. Cette étude a déjà plus de 6 ans. Il semble important que de nouvelles mesures soient demandées afin de vérifier si la remédiation mise en place au niveau du point B est efficace et de contrôler que la situation globale de l'entreprise vis-à-vis des émissions sonores n'a pas changé.

2. Analyse des effets sur la santé

L'évaluation des risques sanitaires est conforme à la méthodologie en vigueur.

Toutefois, dans l'étude d'impact, il est noté que l'entreprise émet des COV. Il n'est pas précisé les molécules émises ni les quantités. Ces émissions ne sont pas abordées dans l'évaluation des risques sanitaires.

Il me semble important que ces émissions soient prises en compte dans l'ERS.

3. Conclusion

Le dossier devra être complété par les éléments cités ci-dessus pour me permettre d'émettre un avis circonstancié. »

Par courrier 7 août 2008, l'exploitant a transmis aux services de la DDASS, le complément de l'évaluation des risques sanitaires relatif aux rejets de composés organiques volatils.

La direction départementale des affaires sanitaires et sociales a, par courrier du 9 septembre 2008, formulé les observations suivantes :

« 1. Bruit

L'entreprise s'engage à refaire une nouvelle campagne de mesures. A la suite de cette nouvelle campagne, il devra être vérifié la conformité à la réglementation bruit, notamment au niveau du point B.

2. Analyse des effets sur la santé

Le complément sur les rejets en COV a été fourni. En l'absence de VTR pour les COV mis en œuvre sur le site, il n'est pas possible de caractériser le risque pour les tiers. Toutefois, au regard des volumes mis en jeu et des règles de gestion mis en œuvre, le risque apparaît acceptable.

3. Conclusion

Le dossier ainsi que son complément m'amène à donner un avis favorable à la demande, avec la prise en compte de la remarque précédente sur le bruit. »

- Le service départemental d'incendie et de secours du Loiret a, par courrier du 20 août 2008, émis un avis favorable sous réserve du respect des dispositions mentionnées ci-dessous :

«- Les engins de lutte contre l'incendie et de sauvetage devront pouvoir accéder au bâtiment par une voie carrossable répondant aux caractéristiques suivantes :

- largeur : 4 mètres,
 - hauteur libre : 3,5 mètres,
 - virage rayon intérieur : 11 mètres,
 - résistante : stationnement de véhicules de 13 tonnes en charge,
 - pente maximale : 10%
- A partir de ces voies, les sapeurs-pompiers doivent pouvoir accéder à toutes les issues de l'établissement par un chemin stabilisé de 1,30 m de large au minimum et sans avoir à parcourir plus de 60 m.
- Les moyens de secours extérieurs, déjà existants dans le secteur, sont suffisants pour assurer la défense contre l'incendie du projet.
- La défense intérieure contre l'incendie sera assurée par des robinets d'incendie armés conformes aux dispositions des normes françaises en vigueur, en nombre suffisant et complétée par des extincteurs de nature et de capacité appropriées aux risques à défendre.
- Equiper les portes coupe-feu de ferme-porte ou de dispositifs de fermeture automatiques asservies à une détection (de part et d'autre de la porte).
- Le bassin de rétention des eaux d'incendie devra pouvoir retenir les besoins en eaux d'incendie soit une capacité totale de 480 m³.
- Les stockages extérieurs de matériaux combustibles (Palettes,...) devront être distants d'au moins 10 mètres de la façade du bâtiment. Si le stockage porte sur des bouteilles de gaz destiné à l'alimentation des chariots élévateurs, la distance devra être portée à 15 mètres au moins.
- Si le stationnement des véhicules masque les hydrants, une signalétique devra être mise en place afin de faciliter la localisation rapide de l'emplacement des hydrants.
- La création de mezzanine au sein d'une cellule devra faire l'objet d'un avis consultatif du SDIS afin d'apprécier et de définir les dispositions adéquates en terme de la sécurité incendie. »

3. MESURES PRISES POUR PRESERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

3.1. Dispositions retenues dans l'arrêté en référence au dossier déposé par le pétitionnaire

3.1.1. L'eau

En 2006, la consommation en eau de la société LEGUAY EMBALLAGES s'est élevée à 1 500 m³.

La société dispose pour couvrir ses besoins d'un piquage sur le réseau public d'adduction en eau potable de la commune de Fleury-les-Aubrais. Afin d'éviter tout risque de pollution du réseau public par un retour d'eau polluée, un disconnecteur sera installé avant la fin 2008.

Le réseau est de type unitaire :

- les eaux usées domestiques, les eaux pluviales et les eaux industrielles (eaux de mouillage, eaux de lavage des équipements contenant des vernis ou des colles, eaux utilisées pour les humidificateurs) sont rejetées en trois points au réseau unitaire communal pour être traitées par la station d'épuration de La Chapelle Saint Mesmin avant rejet en Loire.

Les eaux pluviales des secteurs « parking nord » et « parking sud » sont traitées par deux séparateurs d'hydrocarbures (marque SIMOP V100- 5 mg/l)

3.1.2. L'air

Les activités de la société LEGUAY EMBALLAGES génèrent peu de rejets à l'atmosphère.

La société utilise des encres composées de résines phénoliques et des colles à base de polymères vinyliques. Ces produits contiennent des solvants (teneur < 5%).

Des solvants sont également mis en œuvre pour le nettoyage des machines, des rouleaux d'impression.... Ces produits sont conditionnés dans des petits flacons et sont utilisés directement sur les machines.

Les rejets de composés organiques volatils ne sont pas canalisés.

L'exploitant n'utilise aucune substance appartenant à l'annexe III de l'arrêté ministériel susvisé, ni de produit à phrases de risque R40, R45, R46, R49, R60, R61 et R68.

3.1.3. Les déchets

Les déchets générés par le fonctionnement de la société LEGUAY EMBALLAGES sont constitués :

- de cartons (1350 t/an). Ils sont repris par la société CDI IDF SUD qui effectue un tri et la mise en balles de ces cartons, à destination des papeteries, pour un recyclage,
- de housses en polyéthylène (8,5 t/an). Elles sont récupérées et recyclées par la société SOCCOIM ONYX,
- de bois (8 t/an). Il est repris par la société SOCCOIM ONYX et valorisées par la société DURBAN PALETTES,
- des bains de développement aqueux, des bains de fixation, des déchets de vernis et des déchets de décapants de peinture ou de vernis (10 t/an). Ils sont collectés par la société SOA et traitées par la société SARP INDUSTRIES,
- d'huiles industrielles usagées (1t/an)/ Elles sont reprises par la société MARTIN et sont régénérées par la société ECO HUILE.

3.1.4. Le bruit

Conformément à l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation du bruit émis dans l'environnement par les installations classées, des mesures de niveaux sonores ont été réalisées en 2002 :

- point A : en limite de propriété est,
- point B : en limite de propriété nord-nord est,
- point C : en limite de propriété sud-ouest.

Les niveaux résiduels en périodes de jour et de nuit ont été mesurés en deux points :

- point RY : 22 rue de Joie pour les points A et C,
- point RZ : rue Jacques Danton pour le point B

	Période diurne (dB(A))	Période nocturne (dB(A))
Point RY	65	51
Point RZ	49	52,5

Les niveaux ambiants obtenus sont les suivants :

	Période diurne (dB(A))	Période nocturne (dB(A))
Point A	66	52
Point B	65	51
Point C	62	52

Les résultats obtenus montrent :

- que les valeurs maximales fixées par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 pour les périodes de jour (70 dB(A)) et de nuit (60 dB(A)) sont respectées pour tous les points,
- que l'émergence réglementaire de 5 dB(A) en période de jour est dépassée pour le point B.

Afin de respecter l'émergence réglementaire en période de jour au point B, la société a engagé des travaux d'insonorisation, à savoir le remplacement d'un ventilateur bruyant situé à proximité du point B.

Suite à la mise en place de cet équipement, une nouvelle campagne de mesures de niveaux sonores a été réalisée au cours du deuxième semestre 2008.

Les résultats obtenus montrent que l'émergence réglementaire de 5 dB(A) en période de jour est respectée pour le point B (Bruit ambiant : 62 dB(A) – Bruit résiduel : 60,5 dB(A)).

3.1.5. Risque

Le principal risque de dangers lié aux activités de la société LEGUAY EMBALLAGES est celui de l'incendie.

Afin d'appréhender les conséquences d'un sinistre sur l'environnement du site, l'incendie des stockages de matières premières et de produits finis a été étudié.

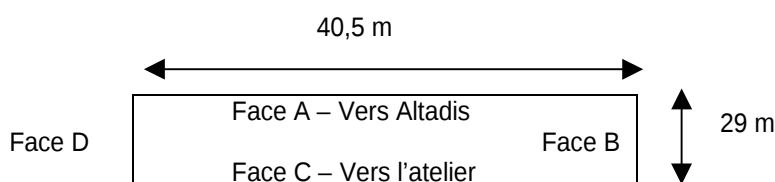
➤ Incendie du stockage de matières premières

Actuellement, le stockage des matières premières est réalisé dans deux zones distinctes, contiguës à l'atelier de découpe des bobines.

D'ici fin 2008-début 2009, une de ces zones sera réaffectée aux activités de maintenance et de découpe.

L'incendie du stockage de matières premières a été étudié avec cette nouvelle organisation.

La géométrie de la zone considérée est la suivante :



Les distances obtenues pour les flux thermiques sont les suivantes :

Flux thermiques	Distances maximales atteintes en m (au niveau de la médiatrice de la face considérée)			
	Face A	Face B	Face c	Face D
3 kW/m ²	19,9	17,9	Non atteint	Non atteint
5 kW/m ²	13,3	12,4	Non atteint	Non atteint

Le flux de 3 kW/m² sort des limites de propriété et atteint l'un des bâtiments de la société ALTADIS.

Ces modélisations ont été réalisées en prenant en compte le renforcement du caractère coupe-feu :

- des murs entre la zone de stockage des matières premières et l'atelier de maintenance,
- des murs entre la zone de stockage des matières premières et l'atelier de fabrication,
- du mur entre la zone de stockage des produits finis et l'atelier de fabrication.

L'exploitant réalise actuellement une étude de faisabilité technico-économique afin d'envisager :

- le flocage complet des poteaux de charpente métallique associé au mur de séparation matières premières / maintenance,
- la prolongation en hauteur du mur séparatif matières premières / atelier de fabrication avec du parpaing de 20 cm (la partie supérieure est actuellement constituée par du bardage métallique) ainsi que le flocage complet des poteaux de charpente et des plats métalliques associés à ce mur séparatif,
- le flocage des poteaux de charpente métallique situés dans la zone de stockage en rack des produits finis (le flocage actuel étant partiellement abîmé sur certains poteaux).

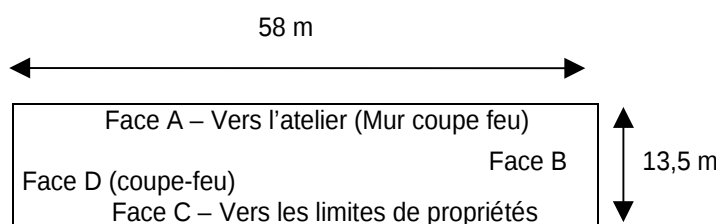
Ces travaux seront réalisés avant fin 2010.

Par ailleurs, la société ALTADIS a mis en place un mur coupe-feu le long du bâtiment touché par ce flux thermique.

De plus, il est à noter que la société respecte les prescriptions de l'arrêté type n°81 bis relatif au dépôt de bois, papier, cartons.

➤ Incendie du stockage de produits finis

La géométrie de la zone considérée est la suivante :



Les distances obtenues pour les flux thermiques sont les suivantes :

Flux thermiques	Distances maximales atteintes en m (au niveau de la médiatrice de la face considérée)			
	Face A	Face B	Face c	Face D
3 kW/m ²	Non atteint	12,8	20,3	Non atteint
5 kW/m ²	Non atteint	9,1	13	Non atteint

Le flux de 3 kW/m² sort des limites de propriété et atteint un bâtiment appartenant à la SCI BEAUCE TOURAINE et un jardin d'une propriété.

La SCI BEAUCE TOURAINE a été informée par l'exploitant de ce dépassement. Par courrier du 22 mars 2007, la SCI BEAUCE TOURAINE a indiqué qu'elle prenait acte du dépassement de ce flux thermique.

Les besoins en eau d'incendie sont assurés par :

- des extincteurs répartis sur le site,
- de 12 RIA,
- d'un poteau incendie interne d'un débit de 60 m³/h,
- de trois poteaux incendie externe de débit respectif de 68, 93 et 120 m³/h.

Le volume d'eau d'extinction a été évalué à 480 m³, soit un débit de 240 m³/h. Ce débit est disponible par l'intermédiaire du poteau incendie interne et des trois poteaux incendie externe.

Le volume d'eaux d'extinction théoriquement projeté est de 480m³.

Le site dispose d'une capacité de rétention des eaux d'incendie grâce :

- aux rétentions des bâtiments présentant un volume de 270 m³,
- au décaissement du quai de chargement des camions d'un volume de 125 m³,
- aux fosses de convoyages des déchets de découpe d'un volume de 60 m³,
- au réseau d'eaux pluviales d'un volume de 52 m³.

3.2. Propositions supplémentaires introduites dans l'arrêté

3.2.1. En relation avec la procédure d'instruction

Les prescriptions suivantes ont été introduites dans le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation :

- mise en place d'un disconnecteur sur l'arrivée en eau potable : fin 2008,
- réorganisation du stockage des matières premières : fin du 1^{er} trimestre 2009,
- réalisation du flocage complet des poteaux de charpente métallique associé au mur de séparation matières premières / maintenance : fin 2010,
- prolongation en hauteur du mur séparatif matières premières / atelier de fabrication avec du parpaing de 20 cm (la partie supérieure est actuellement constituée par du bardage métallique) ainsi que le flocage complet des poteaux de charpente et des plats métalliques associés à ce mur séparatif : fin 2010,

- réalisation du flocage des poteaux de charpente métallique situés dans la zone de stockage en rack des produits finis (le flocage actuel étant partiellement abîmé sur certains poteaux) : 2010,
- équiper les portes coupe-feu de ferme-porte ou de dispositifs de fermeture automatiques asservies à une détection : fin 2010,
- respect d'une distance de 10 mètres entre les stockages extérieurs de matériaux combustibles et la façade du bâtiment. Si le stockage porte des bouteilles de gaz destiné à l'alimentation des chariots élévateurs, la distance est portée à 15 mètres au moins,
- mise en place d'une signalétique facilitant la localisation rapide de l'emplacement des hydrants.

3.2.2. Selon l'analyse de l'inspecteur des installations classées

L'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées a abrogé l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 et a introduit les prescriptions suivantes :

- l'exploitant réalise et tient à la disposition de l'inspection des installations classées :
 - l'analyse du risque foudre : au 1^{er} janvier 2010
 - l'étude technique relative au risque foudre : au 1^{er} janvier 2012
- les moyens de prévention et/ou de protection contre le risque foudre doivent être installés avant le 1^{er} janvier 2012.

4. AVIS DU SERVICE D'INSPECTION ET CONCLUSION

Les dispositions et mesures proposées par l'exploitant, notamment la réalisation de travaux visant à réduire les conséquences d'un sinistre et complétées par les prescriptions du projet d'arrêté préfectoral sont en mesure de prévenir les dangers et inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

En particulier, l'exploitant a pris en compte l'ensemble des remarques et observations formulées par les différents services consultés dans le cadre de l'instruction du dossier.

Le commissaire enquêteur, les municipalités ayant formulé une réponse et les services de l'état consultés sur ce dossier ont tous émis un avis favorable.

Conformément à l'article R.512-25 du code de l'environnement et considérant ce qui précède, la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement émet un avis favorable à la demande présentée par la société LEGUAY EMBALLAGES sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport. Elle propose donc aux membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de considérer favorablement cette demande.

L'inspecteur des installations classées

Vu et transmis avec avis conforme à M. le Préfet de la région Centre, Préfet du Loiret - D.C.L.A. - 45042 ORLEANS CEDEX.